

Entretien avec l'Ambassadeur du Royaume-Uni en France

« Nous sommes prêts à continuer à travailler avec nos voisins européens, y compris militairement »



Edward David Gerard Llewellyn, baron Llewellyn de Steep, est ambassadeur de Sa Majesté en France depuis 2016. Il a servi comme conseiller personnel du Gouverneur de Hong Kong puis au Bureau du Haut-Représentant à Sarajevo [une institution ad hoc, NDLR] et au cabinet du Commissaire européen aux relations extérieures à Bruxelles ; il a ensuite été directeur de cabinet du Haut-Représentant à Sarajevo, directeur de cabinet du chef de l'Opposition à Londres puis directeur de cabinet du Premier ministre jusqu'à sa nomination à Paris.

Quel impact le Brexit pourrait-il avoir sur la relation de défense franco-britannique ?

Tout d'abord, depuis que je suis Ambassadeur et même avant, je suis impressionné par le lien profond en matière de défense et de sécurité entre nos deux pays. A l'heure où nous faisons face à une menace sérieuse de la part de nos ennemis, nous luttons ensemble contre le terrorisme. A l'heure où l'inquiétude grandit concernant la sécurité européenne, nous sommes prêts à jouer notre rôle avec nos amis européens.

Face aux mêmes défis, la France et le Royaume Uni, nous partageons les mêmes valeurs, nous aboutissons aux mêmes analyses de la situation mondiale et nous sommes les deux nations européennes vraiment prêtes à agir contre les menaces existantes. Nous restons à ce jour les seules puissances militaires européennes disposant d'une capacité de dissuasion nucléaire et des moyens nécessaires pour engager nos forces armées dans des opérations de haute intensité, à des distances stratégiques, et en assumant le commandement. Nous avons la volonté d'agir quand et si nécessaire, que ce soit sur le territoire national ou outre-mer.

Votre ministre, Jean-Yves Le Drian a dit devant la Commission de Défense de l'Assemblée nationale : « *ma première priorité est de préserver une relation de défense britannique féconde et stable. Les différents volets de la coopération qui nous lient sont irremplaçables* ».

Nos relations bilatérales existent en dehors de l'Union européenne. Il y a un peu plus de six ans, nous avons signé les Traités de Lancaster House qui promeuvent la coopération entre nos gouvernements, nos services de sécurité et nos armées. Ensemble, nous étions, nous sommes, et nous serons le vrai moteur de la défense de l'Europe. Donc, les relations bilatérales entre la France et le Royaume-Uni vont demeurer après le Brexit, voire même s'accroître et s'intensifier.



HMS Queen Elizabeth et Prince of Wales sont les futurs grands porte-aéronefs de la Marine britannique. Ils seront d'abord équipés en porte-hélicoptères, puis recevront les avions de chasse F35 à partir de 2020.



Le Royaume-Uni est l'un des plus grands pays européens en termes de capacités de défense. Craignez-vous les conséquences d'un éventuel ralentissement économique sur le développement futur des capacités militaires britanniques ?

Vous m'avez posé une question théorique : je n'ai vu aucun ralentissement de l'économie britannique. Au contraire, nous restons l'un des pays dont la croissance économique continue le plus fortement. Nous avons consacré un budget de défense de 2% du PIB, plus 0.7% du PIB pour l'aide humanitaire. Ces deux budgets, ensemble, nous permettent de garder notre influence mondiale et notre rôle national, en coalition, et en partenariat avec la France.

Aujourd'hui, grâce aux réinvestissements, et grâce au budget de défense qui augmentera avec la croissance de l'économie nationale, les armées britanniques sont en train d'être complètement revitalisées avec des programmes de futurs équipements haut de gamme. Parmi les changements nous aurons deux porte-avions, une flotte de 138 avions de chasse F35, 7 sous-marins d'attaque nucléaires, des avions de ravitaillement, une flotte de 22 avions de transport A400M, le rééquipement de nos forces terrestres et, très important pour la France, la décision parlementaire de lancer le programme d'une nouvelle force de dissuasion nucléaire.

Donc, nous allons rester l'un des plus importants pays, y compris en termes de capacités de défense !

Au Royaume-Uni et en France, on accorde beaucoup d'importance à la réflexion stratégique. Chez les analystes de part et d'autre de la Manche, voyez-vous des similitudes et des différences d'appréciation des menaces à la sécurité internationale ?

En effet, nous partageons la même vision du monde. Nos services de renseignement travaillent étroitement ensemble. Au niveau politique, nous sommes au coude à coude au sein de l'ONU et de l'OTAN ainsi que dans les autres organisations internationales. S'il y a une différence entre nous, c'est dans notre engagement outre-mer. Même si



L'avion de chasse F35 Joint Strike Fighter est fabriqué par l'Américain Lockheed Martin. Le développement du programme associe plusieurs pays dont le Royaume-Uni, le Danemark, l'Italie et les Pays-Bas.

nous avons déployé environ les mêmes nombres d'effectifs, ceux-ci ne sont pas nécessairement dans les mêmes régions. En Afrique, par exemple, vous êtes bien engagés dans le Sahel à cause de votre histoire, de vos liens et de votre connaissance de la Région. En l'occurrence, nous avons des liens au Nigeria, au Kenya, et au Soudan du Sud qui nous sont spécifiques. Je trouve quand même une complémentarité entre nos intérêts et nos actions. Nous faisons face ensemble à la menace terroriste venant du Moyen-Orient. En coalition avec les États-Unis, la France et plusieurs autres nations, nous allons gagner contre la malveillance de Daesh. A l'avenir, nous devons rester solidaires en luttant contre la future mutation de la menace terroriste.

L'idée de la différentiation fait son chemin en Europe. Croyez-vous à la formation d'un groupe de pays plus allant en matière de défense, que ce soit au sein de l'UE ou de manière multilatérale en Europe ?

Il y a toujours eu une différentiation en matière de défense en Europe. Il y a toujours eu des nations avec plus de moyens militaires que d'autres. Et il y a toujours eu un débat sur quand, comment et si il faut agir militairement, hors des frontières de l'Europe. Sans aucun doute, cela continuera.

La future différenciation de l'Union européenne est un sujet pour nos amis européens – les 27 nations de l'Union. Vue de l'extérieur, ma nation sera prête à continuer à protéger nos valeurs communes. Nous partageons une conviction profonde des valeurs de liberté, égalité et fraternité, et nous souhaitons voir une Union européenne forte, prospère et en paix aux côtés du Royaume-Uni. Nous n'avons pas l'intention d'affaiblir l'Union européenne en la quittant. En revanche, nous sommes prêts à continuer à travailler avec nos voisins européens, y compris militairement.

Ressentez-vous une crainte de la part des industriels de défense, tels que Thales, Airbus et MBDA, que le Brexit puisse considérablement changer leur façon de travailler avec et au Royaume-Uni ?

Pas nécessairement une crainte, mais je reconnais qu'ils attendent les résultats des négociations à venir. Nos industriels veulent rester efficaces, devenir plus compétitifs, capturer les opportunités des années à venir et protéger leurs activités actuelles. Mais au fond, ils sont pragmatiques.

Les liens industriels entre nous, dont ceux avec les entreprises que vous avez citées, sont très forts. L'efficacité et la rentabilité des industries de défense, ainsi que leurs densités à l'exportation des équipements soutiennent la prospérité de nos deux nations. Leur capacité à fournir les moyens dont nos armées ont besoin est primordiale dans la lutte contre les menaces que j'ai déjà évoquées. Nos deux pays sont innovants et nos entreprises de défense sont haut de gamme. J'espère que nous pouvons trouver une solution « gagnant-gagnant » dans les deux ans à venir.

Au fond, dans quels domaines de la défense, pensez-vous que le Royaume-Uni pourrait faire davantage avec les Français ?

Il faut continuer à travailler ensemble dans cet esprit de coopération. J'espère qu'après les élections présidentielles, nous continuerons à renforcer cette relation importante, et à accélérer le processus de Lancaster House. Nous devons protéger les projets existants, comme le *Système de combat aérien futur*, le programme des futurs missiles, chapeauté par MBDA, et notre excellente coopération nucléaire.

J'ai l'impression qu'il y aura des occasions d'en faire plus ; de mieux partager le renseignement, d'améliorer l'interopérabilité de nos forces armées dans l'esprit de la « *Combined Joint Expeditionary Force* »¹ que nous avons créée, et d'aller plus loin dans notre coopération industrielle. Nous pouvons le faire, comme nous l'avons démontré, au niveau bilatéral, car c'est souvent plus simple de lancer des projets importants et difficiles à deux, plutôt qu'à 27 !

En conclusion, je vous remercie de m'avoir donné l'opportunité d'exprimer la position britannique. Nous quittons l'Union européenne, mais nous ne quittons pas l'Europe. Nous demeurerons des partenaires fiables, des alliés volontaires et des amis proches. J'espère que nous nous trouverons plus en sécurité, et plus prospères à travers une amitié renouvelée. Vive l'amitié franco-britannique !

1 : Force expéditionnaire interarmées conjointe franco-britannique



Dassault Aviation

Dans le cadre du Système de combat aérien futur (SCAF), la France et le Royaume-Uni ont décidé la mise au point d'un démonstrateur de drone de combat furtif.